

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Action publique, de la
fonction publique et de la simplification

Décret n° du

**modifiant le décret n° 2022-335 du 9 mars 2022 relatif aux services d'inspection générale ou de
contrôle et aux emplois au sein de ces services**

NOR :

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'Action publique, de la fonction publique et de la simplification,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2022-335 du 9 mars 2022 modifié relatif aux services d'inspection générale ou de
contrôle et aux emplois au sein de ces services ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu ;

Décrète :

Article 1^{er}

L'article 13 du décret n° 2022-335 du 9 mars 2022 susvisé est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa :

a) La première phrase est remplacée par trois phrases ainsi rédigées : « La durée maximale d'exercice continu des fonctions régies par le présent chapitre est de dix ans, quel que soit le nombre d'emplois occupés pendant cette période. Lorsque la durée entre deux affectations dans ces emplois est inférieure à deux ans, ces deux affectations sont comptabilisées comme relevant d'un exercice continu des fonctions. Les nominations sont prononcées pour une durée initiale maximale de cinq ans. » ;

b) La dernière phrase est remplacée par une phrase ainsi rédigée : « Les reconductions ou nouvelles nominations du même agent à un emploi du même groupe au sein du même service ne sont pas soumises à la procédure de sélection prévue à l'article 15. » ;

2° Le troisième alinéa est supprimé.

Article 2

Le présent décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Article 3

Le Premier ministre et le ministre de l'Action publique, de la fonction publique et de la simplification sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.